



L'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée: cinq années d'un projet d'avenir commun

Nous, Présidents des gouvernements de l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée, sommes réunis au palais royal de Pedralbes, à Barcelone, pour réaffirmer, cinq ans après la déclaration de sa constitution, notre engagement à faire de cette Eurorégion un pôle d'innovation, d'intégration et de développement durable ouverte sur la Méditerranée.

Le bilan de ces cinq années est hautement satisfaisant : nous avons consolidé notre espace de relations ainsi que nos liens, et avons recueilli et renforcé la vocation de coopération de nos sociétés civiles avec la consolidation d'un nombre significatif de réseaux euro-régionaux dans les domaines économique, universitaire, environnemental et culturel.

Nous arrivons maintenant au bout de ces cinq années d'existence avec six axes de travail en cours :

- Nous avons doté l'Eurorégion d'un Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT), c'est-à-dire d'un instrument ayant une reconnaissance légale et juridique. Le GECT pourra ainsi porter au nom des régions membres des projets et percevoir des financements communautaires ou autres.
- Nous avons développé une étroite coopération culturelle, visible au travers du portail Culture de l'eurorégion, qui a obtenu un financement important de la part du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER).
- Nous travaillons actuellement pour faire de l'Eurorégion un pôle économique compétitif et attractif à l'échelle européenne et internationale en misant sur la matière grise et la formation et en permettant la création d'un espace commun universitaire, en favorisant les échanges et la coopération entre les entreprises, en mettant l'accent sur la coopération dans le domaine du développement durable et le tourisme durable.



C'est la raison pour laquelle nous avons souhaité construire le premier Campus Eurorégional qui, avec 510 000 étudiants et un important pôle d'innovation et d'excellence, sera le premier campus universitaire européen.

- Nous avons réalisé de nombreuses interventions conjointes auprès des gouvernements espagnol et français, et des institutions européennes, en ce qui concerne notamment les grandes infrastructures terrestres et maritimes.

Par ailleurs, nous souhaitons renforcer nos relations avec d'autres eurorégions, en particulier avec l'Eurorégion Alpes-Méditerranée, afin d'intégrer le Corridor méditerranéen et ses principaux réseaux de connexion comme axe prioritaire des Réseaux de transport transeuropéen.

L'amélioration des réseaux de transports est un moyen indispensable pour surpasser les conditions et les défis que le fait insulaire comporte, et obtenir une véritable cohésion territoriale européenne.

- Nous avons renforcé la création ainsi que la consolidation de réseaux de coopération entre nos territoires, avec un effort d'implication de la société civile.
- Enfin, nous voulons contribuer à l'avenir de la politique européenne de cohésion pour la période 2014-2020, en positionnant les espaces euro-régionaux dans les programmes de coopération territoriale.

Aujourd'hui, c'est le moment de faire un pas en avant. Sans laisser de côté notre engagement avec la croissance d'une Europe unie du point de vue économique et social, nous souhaitons aujourd'hui privilégier notre action autour de 2 axes : deux des axes de notre déclaration de constitution, et ainsi contribuer au développement durable et respectueux de l'environnement de nos territoires et devenir un interlocuteur privilégié dans les politiques euro-méditerranéennes.

La création de l'Union pour la Méditerranée ouvre une nouvelle voie à la coopération dans cette région avec la définition d'un ensemble de projets prioritaires dans les domaines du développement durable, des infrastructures, des



PME et de l'enseignement supérieur, domaines dans lesquels l'Eurorégion est compétente et pour lesquels nous sommes disposés à participer activement.

Pour toutes ces raisons, nous sommes réunis aujourd'hui au palais de Pedralbes, où nous avons signé notre déclaration constitutive le 29 octobre 2004, et où sera situé le siège du Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée. Nous voulons ainsi confirmer notre volonté ferme de travailler à la création d'un espace méditerranéen partagé construit sur la base de la proximité.

Nous disposons pour ce faire d'une véritable expérience réussie en matière de coopération et offrons de la mettre au service de l'Union pour la Méditerranée. C'est pourquoi nous saluons la prochaine constitution de l'Assemblée Régionale et Locale Euro-Méditerranéenne (ARLEM) et entendons, à notre niveau, contribuer à son développement. L'implication de tous les acteurs territoriaux de la Méditerranée est la meilleure garantie pour rapprocher le projet de l'Union pour la Méditerranée des habitants, objectif que partage l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée.

Barcelone, le 29 octobre 2009.

Francesc Antich
Président des Îles Baléares

Martin Malvy
Président de la Région Midi-Pyrénées

Georges Frêche
Président de la Région Languedoc-
Roussillon

José Montilla
Président de la Generalitat de la
Catalogne